



REPUBLIQUE FRANCAISE  
VILLE DE SEYSSES

ARRÊTÉ CIRCULATION

N° 2023-012

DEPARTEMENT DE LA  
HAUTE-GARONNE 31600

ARRONDISSEMENT DE MURET

10 janvier 2023

Pétitionnaire :  
**Mairie de SEYSSES**

Bénéficiaire :  
**Entreprise PLAYTIL**

Nature de l'autorisation :  
**Installation de chantier  
Réalisation du sol amortissant du  
mur d'escalade gymnase**

Adresse de l'autorisation :  
**3 avenue Nelson Mandela**

Durée de l'autorisation :  
**Du 18 au 25 janvier 2023**

Le Maire de la Commune de SEYSSES,

VU la loi n°82-213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU la loi n°83-8 du 7 Janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1111-1 à L 1111-10, L 2212-1 à L 2212-5-1, L 2213-1 à L 2213-6-1 et L 3111-1,

VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Code de la Route et notamment les articles L 411-6 et L 411-25,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 115-1, L 141-1, L 141-11 et L 141-12,

VU le règlement de Voirie en vigueur du Muretain aggro,

VU la demande d'occupation du domaine public en date du 10 janvier 2023 par la mairie de SEYSSES pour l'occupation du domaine public 3 avenue Nelson Mandela à SEYSSES

**CONSIDÉRANT** qu'il importe de prendre des mesures pour assurer l'ordre et la sécurité publique

## ARRÊTE

### Article 1 : *Autorisation*

Pour permettre l'installation de chantier pour la réalisation du sol amortissant du mur d'escalade du gymnase, le bénéficiaire est autorisé à utiliser le domaine public à savoir les 8 places de stationnement dont une PMR avenue Nelson Mandela à SEYSSES du 18 au 25 janvier 2023, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants : Sécurité et signalisation, la zone d'occupation devra être protégé.

### Article 2 : *Sécurité et signalisation*

La mise à disposition des barrières de sécurité sera effectuée par les services techniques 48 heures avant. La zone d'occupation devra être protégée et balisée par le pétitionnaire.

Toutes infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées et poursuivies conformément aux règlements en vigueur.

### Article 3 : *Réglementation de la signalisation*

Pendant toute l'occupation, l'intervenant sera responsable de la mise en état, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire et par voie de conséquence de tous les accidents provenant de l'absence ou d'une mauvaise mise en place de celle-ci.

**Article 4 : Remise en état**

Le bénéficiaire devra établir un état de la voirie et de ses dépendances avant mise en place de l'occupation.

A la fin de l'occupation, le bénéficiaire devra enlever les décombres et réparer les dommages causés au domaine public ou à ses dépendances.

**Article 5 : Responsabilité**

Toutes infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées et poursuivies conformément aux règlements en vigueur.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, et ne peut en aucun cas être cédée. Son titulaire est responsable tant vis à vis de la collectivité que des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'occupation.

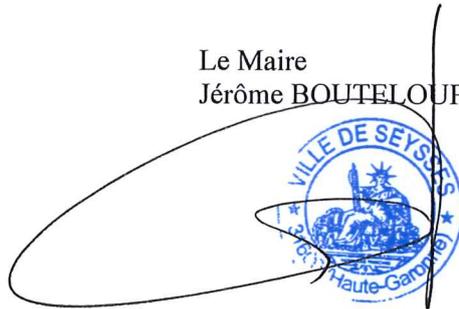
La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de sa notification.

**Article 6 : Diffusion**

La Direction des Services Techniques, la Police Municipale, le bénéficiaire seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour ampliation, le Service Communication de la Commune de SEYSSES.

Le Maire  
Jérôme BOUTELOUP



*Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du service réglementation de la commune de Seysses.*

*La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification*